

3, avenue de la Préfecture

35026 RENNES CEDEX PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT**ET DE LA DECONCENTRATION**4^{ème} bureau**LA PREFETE de la REGION de BRETAGNE****PREFETE d'Ille-et-Vilaine**

---N° 32043 MODIFICATIF--

Chevalier de la Légion d'honneur**Officier de l'Ordre national du mérite**

- VU la directive du conseil n° 91.671 du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;
- VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n° 73.218, n° 73.219 du 23 février 1973 et n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application ;
- VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement susvisé ;
- VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;
- VU les décrets n° 92.184 du 25 février 1992, n° 93.1412 du 29 décembre 1993 et n° 99.1220 du 28 décembre 1999 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;
- VU le décret n° 93.1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté du 13 juin 1994, modifié par les arrêtés du 1^{er} juillet 1999 et du 14 août 2000, relatif aux règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2170 ;

- VU l'arrêté du 28 octobre 1975, modifié, pris en exécution du décret n° 75.996 du 28 octobre 1975 portant application de la loi du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et prévoyant certaines dispositions transitoires applicables aux exploitations d'élevage ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant un deuxième programme d'action à mettre en œuvre afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié le 1^{er} août 2002 ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 28311 du 10 juillet 1998 autorisant le GAEC LEVREL à agrandir un élevage de volailles au lieu dit « Le Pungeoir » à MONTAUBAN-DE-BRETAGNE ;
- VU le récépissé de déclaration de succession n° 32043 délivré le 4 juin 2002 à l'EARL LEVREL dans l'exploitation de l'élevage précité ;
- VU la demande présentée par l'EARL LEVREL en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de cet élevage ;
- VU les plans joints à la demande d'autorisation ;
- VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 5 octobre 2004 ;

Considérant :

- que les exploitants ont répondu à l'obligation du dépôt d'un dossier présentant les mesures de traitement et de transfert visant à répondre aux obligations fixées par l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2002,
- que les nouvelles conditions d'aménagement et d'exploitation ne sont pas susceptibles d'entraîner des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 – Titre Ier – du livre V du Code de l'Environnement dans le respect des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

A R R E T E

Article 1er - L'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté n° 28311 en date du 10 juillet 1998 est modifié comme suit :

« L'EARL LEVREL est autorisée à exploiter un élevage de volailles au lieu dit « Le Pungeoir » à MONTAUBAN-DE-BRETAGNE ainsi qu'une unité de fabrication d'engrais et supports de culture à partir de matières organiques classées à la rubrique 2170 de la nomenclature.

De nouvelles haies seront plantées pour protéger la plate-forme. »

Article 2 - L'article 15 de l'arrêté n° 28311 en date du 10 juillet 1998 est modifié comme suit :

« Les fumiers seront en partie compostés (70 % de la totalité représentant 19 000 unités d'azote) sur le site avant d'être repris par COOPAGRI-BRETAGNE, installation implantée au lieu dit « Le Point-du-Jour » à SAINT-ALLOUESTRE (Morbihan), selon les conditions fixées dans un contrat signé par les parties le 20 juin 2002, et en partie épandus à l'état brut sur les terres de l'EARL LEVREL, exclusivement, soit 111,59 ha de terres reconnues aptes à l'épandage.

L'épandage se fera dans les conditions prévues aux articles 17 et 18.

La quantité d'azote d'origine animale résorbée sera de 19 000 unités.

PRINCIPE DE COMPOSTAGE

Une plate-forme de 1 000 m² sans murs, aire de circulation comprise, sera aménagée : elle sera stabilisée : la terre végétale sera retirée, le terrain nivelé, un empierrement d'une épaisseur de 30 cm sera réalisé ainsi qu'une couverture de sable et l'ensemble sera fortement compacté.

Le fumier homogénéisé par épandeur est déposé sur la plate-forme pour former un tas (andain) qui sera recouvert d'une bâche en « géo-textile », imperméable.

La teneur en matière sèche sera supérieure à 60 % après stockage.

Le produit obtenu sera conforme à la norme NFU 42-001 « engrais à base de déchets animaux et/ou végétaux. »

Prescriptions relatives à la fabrication d'engrais organique (rubrique 2170) suivi du compostage

Dans le cas de l'utilisation de matières premières sources d'écoulements importants, le sol des plates-formes doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement ayant transité sur ces zones et les éventuelles eaux de procédé (eaux ayant percolé à travers les andains).

La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

Sans préjudice de l'application des dispositions du règlement (CE° N) 1774/2002 établissant les règles sanitaires applicables aux sous produits animaux non destinés à la consommation humaine et conformément à la circulaire du 17 janvier 2002, le procédé de compostage doit respecter au minimum les étapes suivantes :

- un minimum de deux retournements ou une aération forcée,
- le maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou à 50°C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants correspondant au jour de chaque retournement).

1^{ère} mesure à J + 2 jours

2^{ème} mesure à J + 5 jours

3^{ème} mesure à J + 12 jours

Ces opération sont renouvelées à chaque retournement.

L'élévation de température est surveillée par des prises hebdomadaires de température en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Le produit final obtenu doit être stable, homogène et hygiénisé. L'aspect macroscopique (couleur, odeur, texture) doit être proche du terreau.

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections – origine des déchets verts le cas échéant)
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1^{er} retournement)
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température)
- les dates des retournements ultérieurs
- la date de l'entrée en maturation.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente, ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

Une évaluation régulière des risques qui peuvent résulter de la présence éventuelle de germes pathogènes pour l'homme et les animaux, de substances phytotoxiques pour les cultures et éléments traces métalliques est réalisée en vue de la mise sur le marché du produit.

A cette fin, l'exploitant met en place les procédures de contrôle et analyses nécessaires en définissant par écrit le lot de fabrication et la procédure d'échantillonnage adapté. Les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants :

- pour chaque lot :
 - matières sèches,
 - matières minérales
 - matières organiques
 - azote total et N-NH₄
 - P₂O₅
 - K₂O
 - Eléments traces métalliques (cadmium, mercure, plomb, chrome, cuivre, nickel, sélénium, zinc, arsenic, molybdène)
 - Agents pathogènes (œufs d'helminthes, listeria monocytene, salmonelles)
 - Agents indicateurs de traitement (escherichia coli, clostridium perfringens, enterocoques)

Mise en service et réalisation du transfert du compost :

• L'unité de compostage sera mise en service dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté.

En cas d'absence de mise en service de l'unité de compostage ou non respect du contrat de transfert, les effectifs d'animaux seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage autorisé.

Le transfert du compost porte sur 420 tonnes de matières sèches par an soit 18578 unités de phosphore.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaire du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 uN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant devra réduire ses effectifs à hauteur du plan d'épandage effectivement disponible ou cesser son activité.

Article 3 - L'article 17 de l'arrêté n° 28311 en date du 10 juillet 1998 est modifié comme suit :

L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sera suivi d'un enfouissement sous vingt quatre heures.

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées en fonction de la mise en oeuvre ou non d'un traitement ou d'un procédé en vue d'atténuer les odeurs ;

Elles sont fixées dans le tableau ci-dessous qui présente de façon synthétique les situations prévues pour la réalisation de l'épandage.

	DISTANCE minimale (en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en œuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50
Fumiers après stockage minimum de 2 mois dans l'installation et fientes à plus de 65 % de matières sèches	50
Autres cas	100

- *Mesures agronomiques*

- Limiter les apports de phosphore minéral, ces derniers devront être notés sur le cahier de fertilisation.
- Prévoir des rotations culturales longues sur l'ensemble du plan d'épandage ;
- Les sols nus en hiver seront réduits aux parcelles en pois ou après maïs-grain avec cannes broyées ;
- Les labours seront effectués perpendiculairement à la pente ;
- Prévoir une réunion annuelle des prêteurs de terre afin de faire le bilan du plan d'épandage.

Les épandages sur terres nues devront être suivis d'un enfouissement sous vingt-quatre heures.

Par enfouissement il faut entendre un retournement réel du sol.

En cas d'épandage avec enfouissement direct à 50 mètres des habitations ou en zone inondable, l'éleveur doit justifier de l'utilisation d'un moyen d'enfouissement approprié ou de toute méthode équivalente. En cas de location ou travaux effectués par une entreprise, les factures correspondantes devront être jointes au cahier de fertilisation.

Les produits de désodorisation ne sont pas reconnus pour réduire la distance d'épandage par rapport aux tiers.

- *Bilan de fertilisation*

Les effluents de l'élevage seront soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal. Ils se feront en conformité avec le plan d'épandage et le bilan de fertilisation figurant à l'étude d'impact

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiendront compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Ils seront établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par année ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par année ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

L'épandage se fera en conformité avec les différents programmes d'action mis en œuvre afin de réduire la pollution des eaux et en particulier avec les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1996.

Les quantités d'azote contenues dans les effluents d'élevage épandus y compris par les animaux eux-mêmes devront respecter le plafond de 170 kg par ha épandable et par an.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'attention de l'exploitant est appelée sur la nécessité d'effectuer des épandages modérés, sachant que sa responsabilité reste engagée en cas de pollution due à un épandage excessif, d'un cours d'eau, d'un étang ou de tout autre point d'eau cité ci-dessous, même si les distances d'éloignement réglementaires sont respectées.

1 - L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignades et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ou plans d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé (exception faite pour les fumiers);
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- sur les terrains de forte pente ;
- par aéro-aspersion au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

- L'épandage est en outre interdit :

- les samedi, dimanche et jours fériés ;
- pendant la période allant du 15 juillet au 15 août s'il n'est pas suivi d'un enfouissement sous 24 heures ;
- pendant un an après la mise en service d'un réseau de drainage.

A l'exception des fertilisants de type 1 (ex. fumiers) **tout épandage de fertilisant est interdit** du 15 novembre au 15 janvier.

Par ailleurs, en fonction du type de fertilisant et du type de culture, **l'épandage des fertilisants est interdit** pendant les périodes suivantes :

TYPES DE FERTILISANTS			
	Type I (*) (ex. : fumier compost sauf fumier de volailles)	Type II (*) (ex. : lisier, fumier de volailles)	Type III (*) (ex. : engrais minéral)
Sols non cultivés (y compris surfaces gelées au titre des aides surface)	toute l'année	toute l'année	toute l'année
Grandes cultures d'automne	aucun	du 01/07 au 15/01	du 01/07 au 15/01
Grandes cultures de printemps	du 01/07 au 15/01	du 01/07 au 15/01	du 01/07 au 15/02
Prairies de plus de 6 mois et prairies implantées au printemps pâturées ou non pâturées	aucun	du 15/09 au 15/01	du 01/09 au 31/01
Colza	aucun	du 01/10 au 15/01	du 01/09 au 15/01
CIPAN (**) (y compris prairies implantées après céréales, colza ou maïs dans l'année)	avant le 15/01 de l'année suivante	avant le 15/01 de l'année suivante	avant le 15/01 de l'année suivante
(*) définition issue du code des bonnes pratiques agricoles (arrêté ministériel du 22/11/93)			
(**) culture intermédiaire piège à nitrates.			

2 - Un cahier d'épandage sera tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

Il devra comporter :

- les dates d'épandage ;
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Dans la cas où l'exploitant fait appel à des prêteurs de terre, il les informera, par écrit, des livraisons effectuées, en notant les volumes et les teneurs en azote afin qu'ils puissent tenir à jour leur cahier de fertilisation.

Une fois par an, il adressera un bilan des livraisons effectuées et une prévision des livraisons pour l'année à venir.

Article 4 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de MONTAUBAN-DE-BRETAGNE et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RENNES, le 22 OCT. 2004

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général



Gilles LAGARDE

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : la présente décision ne peut-être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.